

Unité départementale de l'Ain  
23 rue Bourgmayer  
01012 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 23 juin 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

### **ACV BIAJOUX ASSAINISSEMENT**

635 rue Lavoisier  
01960 Péronnas

Références : 20230615-RAP-S5-125

Code AIOT : 0010100088

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de la visite d'inspection réalisée le 14 juin 2023 de l'établissement ACV BIAJOUX ASSAINISSEMENT implanté 635 rue Lavoisier à PERONNAS.

L'inspection a été annoncée le 12 mai 2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site <https://www.georisques.gouv.fr/>.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ACV BIAJOUX ASSAINISSEMENT ;
- Zone d'activités « Les Bruyères » – 635 Rue Lavoisier – 01960 Péronnas ;
- Code AIOT : 0010100088 ;
- Régime : Autorisation ;
- Statut Seveso : Non Seveso ;
- IED : Non.

La société ACV BIAJOUX a été créée en 2000 et est autorisée à exploiter une station de transit de déchets sur la commune de Péronnas par arrêté préfectoral du 12 mars 2002.

La société s'est diversifiée en 2014 avec la mise en place d'une station de pré-traitement et d'un stockage de déchets organiques.

Cette diversification a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire, en date du 04 avril 2014, fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation environnementale.

L'activité principale (hydrocurage de réseaux de collecte des eaux pluviales, des eaux usées) se développe régulièrement et engendre donc une augmentation de la consommation d'eau (alimentation sur le réseau d'eau potable des véhicules d'hydrocurage).

Le fonctionnement des installations nécessite la consommation d'environ 8800 m<sup>3</sup> d'eau par an, prélevés dans les eaux souterraines du bassin « Dombes - Certines - Nord » placé en alerte renforcée « sécheresse » par arrêté préfectoral du 29 mars 2023.

Une visite d'inspection a donc été réalisée le 14 juin 2023 afin de vérifier la bonne application par l'exploitant des dispositions de réductions des prélèvements d'eau fixées par l'arrêté préfectoral départemental cadre « sécheresse » du 07 avril 2023. (***NB**: cet arrêté a été abrogé le 12/06/2023 par l'arrêté préfectoral départemental cadre « sécheresse » du 12 juin 2023, toutefois les prescriptions particulières qui sont applicables à l'installation contrôlée n'ont pas été modifiées*).

**Les thèmes de visite annoncés et retenus sont les suivants :** application de l'arrêté préfectoral cadre « sécheresse » du 07 avril 2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Sécheresse – Registre de suivi des prélèvements	Annexe 6 de l'Arrêté Préfectoral du 12/06/2023

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Sécheresse – Prélèvement	Annexe 6 de l'Arrêté Préfectoral du 12/06/2023
3	Sécheresse – Report des opérations exceptionnelles	Annexe 6 de l'Arrêté Préfectoral du 12/06/2023
4	Sécheresse – Exemption de restrictions : existence PSH	Annexe 6 de l'Arrêté Préfectoral du 12/06/2023
5	Sécheresse – Pertinence PSH	Annexe 6 de l'Arrêté Préfectoral du 12/06/2023

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'inspection, il apparaît que les actions de réduction de la consommation d'eau réalisées et prévues par l'exploitant, au travers d'un Plan de Sobriété Hydrique, lui permettent de bénéficier pour l'année 2023 de l'exemption aux taux de réduction de consommation d'eau pour les ICPE fixés par l'arrêté préfectoral cadre « sécheresse » du 12 juin 2023.

Concernant, le non respect de la prescription relative au relevé hebdomadaire des consommations d'eau, au vu de la maîtrise habituellement démontrée par l'exploitant du respect des prescriptions, et l'engagement à mettre ce relevé en place immédiatement, l'inspection des installations classées ne propose pas de suite.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Sécheresse – Prélèvement

**Référence réglementaire :** Annexe 6 de l'Arrêté Préfectoral du 12/06/2023

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prélèvement

**Prescription contrôlée :** L'exploitant prélève moins de 1 000 m<sup>3</sup>/an dans le milieu et moins de 7 000 m<sup>3</sup>/an pour le total prélevé (réseau d'eau potable et milieu) – cas 1.

L'exploitant prélève plus de 1 000 m<sup>3</sup>/an dans le milieu ou plus de 7 000 m<sup>3</sup>/an pour le total prélevé (réseau d'eau potable et milieu) – cas 2.

**Constats :**

L'exploitant indique que la totalité de l'eau consommée par son installation provient du réseau d'adduction d'eau potable (AEP).

Il précise que la consommation est totalement répartie entre des besoins sanitaires et industriels (besoins industriels répartis en 2 postes : alimentation des véhicules hydrocureurs pour travaux extérieurs et nettoyage des citernes de ces véhicules pour neutralisation de celles-ci).

Concernant le poste hydrocurage, il représente 75% de la consommation industrielle et se décompose en 5 groupes :

- curage des réseaux d'assainissement (consommation d'environ 20 m<sup>3</sup>/j),
- vidange des systèmes d'assainissement non-collectif (consommation d'environ 1 m<sup>3</sup>/j),
- vidange des séparateurs hydrocarbures (consommation d'environ 1 m<sup>3</sup>/j),
- nettoyage de cuves: fuel, ... (consommation d'environ 4 m<sup>3</sup>/j),
- autres activités de curage/nettoyage (consommation d'environ 10 m<sup>3</sup>/j).

L'exploitant présente ses relevés de consommation AEP pour les années suivantes :

Année	Consommation AEP "industrielle" (m <sup>3</sup> )	Consommation AEP totale (m <sup>3</sup> )
2019	5657	5822
2020	6148	6414
2021	7511	8098 (dont fuite 500 m <sup>3</sup> )
2022	8800	9070
2023	4868	5033

L'inspection des installations classées constate qu'en 2022 les installations prélèvent plus de 7000 m<sup>3</sup>/an d'eau pour un usage industriel, et sont par conséquent soumises aux mesures de réduction de prélèvement d'eau des ICPE fixées par l'arrêté préfectoral cadre « sécheresse » du 12/06/2023.

L'établissement est implanté dans le bassin d'eaux souterraines « Dombes-Certines-Nord », placé en « alerte renforcée » par arrêté préfectoral du 29/03/2023.

A ce titre, il est visé par les mesures de réduction de consommation d'eau fixées à l'annexe 6 de l'arrêté préfectoral cadre « sécheresse » du 12/06/023.

**Type de suites proposées :**

Sans suite

## N° 2 : Sécheresse – Registre de suivi des prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Annexe 6 de l'Arrêté Préfectoral du 12/06/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b> Registre quotidien pour tout prélèvement net supérieur à 100 m <sup>3</sup> /j. Dans le cas contraire, registre hebdomadaire tenu à disposition des services de contrôle.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées indique à l'exploitant que, puisqu'il prélève plus de 7000 m <sup>3</sup> /an et moins de 100 m <sup>3</sup> /j (44 m <sup>3</sup> /j en moyenne), il doit effectuer un relevé hebdomadaire de ses prélèvements d'eau.  L'exploitant indique qu'il ne procède pas au relevé hebdomadaire prescrit par l'annexe 6 de l'arrêté préfectoral cadre « sécheresse » du 12/06/2023. Il précise qu'il procédera rapidement, dès la semaine 25, au relevé hebdomadaire des 2 compteurs AEP du site (eau sanitaire et eau industrielle).  <b>L'inspection des installations classées constate le non respect de la prescription et prend note de l'engagement de l'exploitant de relever hebdomadairement ces consommations.</b> <b>Elle rappelle à l'exploitant qu'il a l'obligation de tenir à disposition le registre hebdomadaire des prélèvements.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 3 : Sécheresse – Report des opérations exceptionnelles

<b>Référence réglementaire :</b> Annexe 6 de l'Arrêté Préfectoral du 12/06/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Restrictions
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau).
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'il ne réalise pas d'opération exceptionnelle consommatrice d'eau. Il précise que ses activités sont liées à des commandes de prestataires externes (collectivités, entreprises, particuliers) et que son activité est linéaire sur l'année.  L'inspection des installations classées n'a pas de remarque à formuler.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Sécheresse – Exemption de restrictions : existence PSH

<b>Référence réglementaire :</b> Annexe 6 de l'Arrêté Préfectoral du 12/06/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exemption de restrictions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant démontre que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.).</p> <p>L'exploitant veille toutefois à optimiser sa gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production.</p> <p>L'exploitant déclare à l'inspection des installations classées qu'il relève de ce cadre particulier d'application et tient à la disposition de l'inspection des installations classées un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) argumenté permettant de le justifier.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare solliciter une exemption aux mesures de réduction de prélèvements fixées par l'arrêté préfectoral cadre « sécheresse » du fait de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un Plan de Sobriété Hydrique (PSH).</p> <p>L'examen des éléments de ce PSH par l'inspection des installations classées fait l'objet de la fiche de constat n°5.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Sécheresse – Pertinence PSH

<b>Référence réglementaire :</b> Annexe 6 de l'Arrêté Préfectoral du 12/06/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité PSH
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Minimum requis dans PSH :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diagramme des flux d'eau, flux totaux entrants et sortants au moins (moyenne journalière ou hebdo ou annuelle),</li> <li>- si possible : compteurs sur le schéma, flux par type d'eau (AEP, forage).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le 07/06/2023 son PSH à l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce PSH a été amendé sur certains points suite à la visite d'inspection.</p> <p>L'exploitant indique que depuis 2019, son activité d'hydrocurage a évolué : la part de curage de réseau d'assainissement, plus consommatrice d'eau par intervention, est devenu prépondérante (à niveau d'intervention constant, l'exploitant estime que sa consommation d'eau aurait augmenté de 500 m<sup>3</sup>/an).</p> <p>Il précise également que pour diminuer la consommation de son installation, il pourrait s'approvisionner en eau chez ses clients, mais que cela ne ferait que déplacer le problème de consommation.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que le PSH présenté comporte l'ensemble des informations requises au vu de la nature des installations. L'examen du PSH permet d'établir que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• entre 2019 et 2022 l'activité de l'installation a augmenté de 64 %, la consommation d'eau a augmenté parallèlement à l'activité de l'installation (1,3 m<sup>3</sup>/k€) ;</li> <li>• entre 2019 et 2022, le ratio d'eau consommé / nombre d'interventions a diminué (1 en 2019, 0,94 en 2022), malgré une augmentation de l'activité consommatrice d'eau (curage réseau d'assainissement) ;</li> </ul>

- au vu de son activité exercée pour le compte de tiers (collectivités territoriales, entreprises, particuliers) l'exploitant ne peut pas mettre en place d'action conjoncturelle d'économie d'eau ;
- bien que non concerné, l'exploitant a mis en place les MTD 11 et 19 du bref WT ;
- depuis plusieurs années, l'exploitant a mis en place des mesures structurelles de réduction de consommation :
  - x achat de véhicules équipés de recyclage de l'eau (réalisé en 2012, 2014 et 2023 : réduction de la consommation de 50% par véhicule),
  - x surveillance des compteurs pour recherche de fuite sur le réseau (réalisée en 2021 : économie de 500 m<sup>3</sup>),
- l'exploitant a programmé des actions structurelles de réduction de consommation d'eau :
  - x mise en place d'un système de prétraitement de déchets issus de séparateurs d'hydrocarbures pour réutilisation des eaux décantées (échéance 2024 : économie estimée à 1000 m<sup>3</sup>/an),
  - x projet de conventionnement avec la station de traitement des eaux usées (STEU) de Bourg-en-Bresse pour entrer dans le cadre de la réutilisation des eaux traitées (échéance 2024 : économie estimée à 1500 m<sup>3</sup>/an),
  - x projet d'imperméabilisation d'un terrain sis rue Marie Curie, associé à une récupération des eaux pluviales (échéance 2025 : économie estimée à 2000 m<sup>3</sup>/an).

Au vu de ces éléments, il est établi que :

- les activités sont réalisées pour des tiers et ne peuvent être décalées sur d'autres périodes de l'année ;
- les actions structurelles mises en place par l'exploitant ont permis une stabilisation de la consommation d'eau malgré une augmentation des activités les plus consommatrices ;
- l'exploitant a un programme de travaux pour poursuivre la réduction de ses consommations d'eau.

A l'issue de l'inspection, il apparaît que les actions de réduction de la consommation d'eau réalisées et prévues par l'exploitant, au travers de son PSH, lui permettent de bénéficier pour l'année 2023, conformément aux termes de l'arrêté préfectoral cadre « sécheresse » du 12/06/2023, de l'exemption aux taux de réduction de consommation d'eau pour les ICPE fixés par cet arrêté.

***NB : L'inspection des installations classées informe l'exploitant que la réutilisation des eaux usées traitées est soumise à autorisation préfectorale (décret n°2022-336 du 10/03/2022 et arrêté ministériel du 28/07/2022).***

***Elle précise que la réutilisation d'eaux usées traitées issues de l'installation pour une réutilisation sur le site n'est pas soumise à l'autorisation prévue par le décret n°2022-336.***

**Type de suites proposées :**

Sans suite